

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 13 Mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OLGA

2 Rue Julien Neveu
35530 Noyal-Sur-Vilaine

Références : UD35/2026-110
Code AIOT : 0005503449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement OLGA implanté ZA des Rouyardières 35220 Chateaubourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OLGA
- ZA des Rouyardières 35220 Chateaubourg
- Code AIOT : 0005503449
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la société OLGA situé à Chateaubourg, au sein de la zone d'activité des Rouyardières, produit des boissons et desserts à partir de graines de soja. Il est autorisé par arrêté préfectoral du 2 février 2006 complété en août 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Lettre du 14/10/2021	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Bruit	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, articles 7. 3 et 7.4 (extraits)	Demande d'action corrective	3 mois
10	Prévention des incendies - installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 9.3 (extrait)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie - Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 10.1 (extrait)	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Consommation d'eau	AP Complémentaire du 18/08/2021, article 2
3	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 5.1
4	Schéma des réseaux STEP	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 15.2
5	Points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 3.6
6	Respect VLE	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 5.5.2
7	Procédure pour surveillance interne des rejets	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 3.7.2
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 4.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les observations formulées lors de la précédente inspection portant sur la thématique des rejets aqueux ont été levées.

L'Inspection demande aujourd'hui à la société OLGA d'apporter les éléments justifiant de la levée de certaines observations faites lors des contrôles réalisés par ses prestataires dans le domaine du contrôle acoustique ou des installations électriques.

Elle demande également à être informée de la réalisation des travaux de remise en état des RIA programmés en avril 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 14/10/2021
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique n° 1510
Prescription contrôlée : Rubrique n° 1510 : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m3 mais inférieur à 900 000 m3
Constats : Suite à la publication du décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature des installations classées, la société OLGA a déclaré le 14/10/2021 que son établissement relevait désormais du régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 pour un volume de ses entrepôts de 115 580 m3. Au regard de l'antériorité de l'autorisation préfectorale accordée (datée du 2 février 2006), l'inspection précise que sont applicables au site de Chateaubourg : - l'annexe VI - point I, - l'annexe VII - point I ; L'annexe VII dans sa totalité. L'Inspection des installations classées saisira toute opportunité ultérieure d'actualiser le classement du site dans ce sens par voie d'arrêté complémentaire (en cas de modification des installations projetée notamment). Lors du bilan de conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié établi en 2022, deux non-conformités ont été mises en évidence : - pour les installations existantes (art. 16 - annexe VI) : les dispositions relatives aux installations d'éclairage, applicables depuis le 1er janvier 2023, étaient jugées non-conformes ; - pour les nouvelles installations (art. 10 - annexe VII), une non-conformité avait été établie s'agissant de la mise sur rétention de certains stockages (sans précision). Il n'a pu être examiné au cours de la présente visite si ces non-conformités avaient été soldées depuis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'Inspection demande à la société OLGA de préciser la nature et l'étendue des non-conformités identifiées en 2022 lors du bilan établi au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié (rubrique n° 1510) : - installations / bâtiments /locaux, où l'éclairage devait être mis en conformité : travaux réalisés depuis ? - installations devant être mises sur rétention telles qu'identifiées lors du bilan réalisé - mesures mises en place ? > L'exploitant joindra tout justificatif jugé pertinent des travaux / mesures mis en œuvre pour solder ces non-conformités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/08/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé et suivi
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans les forages sont limités à 70 000 m ³ par an. Les prélèvements d'eau dans le réseau d'adduction d'eau potable, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 369 000 m ³ par an. Un suivi des ratios de consommation d'eau, à savoir le nombre de litres d'eau consommée par unité de produits finis fabriqués, doit être réalisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La déclaration GERE pour l'année 2024 mentionne un prélèvement dans le réseau de 257 276 m ³ et de 57 212 m ³ via les forages du site. En 2025, ces prélèvements s'élevaient respectivement à 232 892 m ³ dans le réseau et 54 011 m ³ dans les forages, avec une tendance à la baisse, et dans le respect des valeurs maximales fixées par l'autorisation. La consommation spécifique (rapportée au nombre de m ³ de jus produits) est également en baisse progressive depuis 2022 (-18 % environ selon les éléments communiqués à l'Inspection lors de la visite).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Les eaux usées industrielles sont traitées par la station interne du site avant d'être rejetées, via une canalisation enterrée, dans un aqueduc qui mène à la Vilaine. Les eaux sanitaires ne transitent pas par la station de traitement du site et rejoignent directement la STEP de Châteaubourg. Un plan général des réseaux a été présenté lors de la précédente visite d'inspection. Il était néanmoins incomplet : absence de date de mise à jour, pas d'intégration du poste de relevage récemment implanté en sortie de STEP. Il a depuis été mis à jour (2026) et intègre désormais notamment le poste de relevage destiné à acheminer les eaux vers la Vilaine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Schéma des réseaux STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 15.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un plan de la station d'épuration est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datée. Ce plan fait apparaître : le(s) réseau(x) d'alimentation, les réseaux relatifs à la filière « eau » et « boues » (poste de relevage, regards, vannes) avec indication des recirculations et des retours en tête, l'ensemble des ouvrages et leurs équipements (pompes, turbines.....), le(s) point(s) de rejets dans les cours d'eau, les points de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, échantillonneurs, débitmètres...). Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan de la STEP présenté lors de la précédente inspection était obsolète (daté de 2009). Il y manquait notamment une légende, la représentation du réseau relatif à la filière boue ainsi que le poste de relevage des effluents en sortie de STEP. Il a été réactualisé depuis et reprend l'ensemble des items requis dans le présent article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet
Prescription contrôlée : En tant que de besoin, les installations sont conçues et aménagées de manière à permettre des contrôles de rejet dans de bonnes conditions. En particulier sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et si nécessaire, des points de mesures (débit, température, concentration en polluant,). Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc...) permettent de réaliser des prélèvements et/ou des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.
Constats : Un point de prélèvement des effluents (sur 24h et asservi au débit) est aménagé. Les échantillons sont stockés en enceinte réfrigérée (+ 6°C). Un débitmètre est installé sur le canal venturi et mesure en continu le débit des effluents aqueux en sortie de step. En revanche, il avait été constaté lors de la précédente inspection qu'il n'y avait pas de dispositif permettant la mesure en continu du pH et de la température (sondes). Un suivi en continu de ces paramètres est pourtant imposé par l'article 56 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 (relatif à la rubrique 2220 en enregistrement) pour les débits supérieurs à 200m ³ /j. Des travaux ont été réalisés depuis pour rétablir cette mesure en continu : l'Inspection a pu constater le jour de la visite que la sonde de mesure (pH et T) était désormais opérationnelle (valeurs mesurées le jour de la visite : pH = 7,8 et T = 20,5 °C).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 5.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Points de rejet 3 : les eaux industrielles Les eaux industrielles sont dirigées vers la Vilaine, avec un débit limité à 1 400 m ³ /jour. Elles respectent en toute circonstance les valeurs limites suivantes (cf VLE) (...) Les résultats sont à renseigner sur la base de données GIDAF du ministère.
Constats : Les résultats d'analyses réalisées au cours de l'année 2025 ont été examinés au cours de la visite. La périodicité des analyses est respectée. Les résultats ne mettent en évidence aucun dépassement des valeurs limites réglementées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Procédure pour surveillance interne des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 3.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : (...) La surveillance interne des rejets fera l'objet d'une procédure écrite qui précisera la méthodologie des prélèvements, des analyses, des contrôles, de l'exploitation des résultats, de l'étalonnage des appareils de mesure, etc. Cette procédure sera tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis lors de la précédente visite de l'inspection différentes procédures détaillant la méthodologie des prélèvements et leur acheminement vers les laboratoires en y incluant : <ul style="list-style-type: none">- un contrôle mensuel du débitmètre et du canal Venturi (sortie effluents traités) (vérification effectuée en 2023- un contrôle mensuel du préleveur et de la température des échantillons- l'étalonnage pH-mètre Il manquait cependant des précisions sur les analyses et leur réalisation : quel laboratoire analyse tel paramètre et à quelle fréquence ? Un plan de contrôle détaillé a depuis été transmis à l'Inspection précisant les noms des laboratoires concernés ainsi que leur fréquence d'intervention. L'Inspection a par ailleurs examiné le dernier diagnostic de fonctionnement du dispositif de suivi régulier des rejets daté d'octobre 2025 qui conclut que le dispositif d'autosurveillance des effluents traités est conforme à l'ensemble des dispositions qui lui sont applicables (mesure de débit, prélèvement automatique, échantillonnage, analyses) : il précise que les résultats des mesures effectuées permettent une estimation fiable des rejets effectifs dans le milieu aquatique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets atmosphériques**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 4.2**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites de rejet**Prescription contrôlée :**

Atelier	N° du point de rejet	Hauteur de cheminée correspondante
Chaudière Eau chaude N°1	1	12 m
Chaudière Eau chaude N°2	1	12 m
Chaudière séchage OKARA	2	10 m
Chaudière vapeur n° 1	3	11 m
Chaudière vapeur n° 2	3	11 m

Valeurs limites de rejets :

Paramètre	Valeur limite
Vitesse d'éjection	5 m/s
Poussières	5 mg/Nm ³
Oxydes de soufre en équivalent SO ₂	35 mg/Nm ³
Oxydes d'azote en équivalent NO ₂	150 mg/Nm ³

Contrôle externe selon les méthodes normalisées en vigueur, tous les trois ans.

Le Nm³ correspond au volume des gaz rapportés à des conditions normalisées de température (273 # kelvin) et de pression (101,3 kilopascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). La teneur en oxygène doit être ramenée à une concentration d'oxygène de 3 %.

Constats :

L'arrêté préfectoral complémentaire du 18/08/2021 est venu actualiser le classement des installations relevant de la rubrique n° 2910. La puissance totale des équipements de combustion alors déclarée était de 11,9 MW (au lieu des 9,1 MW initialement autorisés en 2006).

Cependant, depuis lors, la chaudière BABCOCK servant au séchage (P = 2,33 MW) et l'une des chaudières vapeur CLAYTON (P = 2,17 MW) ont toutes deux été arrêtées.

Ainsi, l'établissement relève toujours du régime déclaratif au titre de la rubrique n° 2910 de la nomenclature des installations classées ($P > 2 \text{ MW}$ mais $< 20 \text{ MW}$)

Les prescriptions qui figurent dans l'arrêté préfectoral du site (daté de 2006) sont aujourd'hui inadaptées : un nouvel arrêté ministériel du 20 décembre 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de cette rubrique, est venu modifier en particulier les valeurs limites applicables.

Le contrôle des rejets atmosphérique est prévu tous les trois ans et a été réalisé en octobre 2024, dans le respect de la périodicité requise : il fait référence à cet arrêté ministériel et ne relève aucun dépassement des valeurs réglementaires applicables.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 7. 3 et 7.4 (extraits)		
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la situation acoustique		
Prescription contrôlée : 7.3 - Valeurs limites Le tableau ci-après fixe : - les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété, - les émergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.		
	Niveau limite admissible en limite de propriété	Émergences admissibles
Période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	65 dB (A)	5 dB (A)
Période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	60 dB (A)	3 dB (A)
[...]		
7.4 - Contrôle L'exploitant fera réaliser tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement, pendant une période de fonctionnement normal des installations, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures devront permettre d'apprécier le respect des valeurs limites d'émergence fixées ci-avant. L'organisme chargé d'effectuer ces contrôles devra spécifier dans son rapport d'analyse les conditions de fonctionnement, au cours des mesures, des installations susceptibles d'être à l'origine des principales émissions sonores. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.		
Constats : Le dernier contrôle de la situation acoustique a été réalisé par un prestataire spécialisé le 21 février 2024 dans le respect de la périodicité requise. Le rapport établi suite à ce contrôle met en évidence une non-conformité en période nocturne en ZER (point de mesure n° 2 situé à l'Est de l'établissement) avec une émergence de 4,5 dB(A) pour une valeur limite fixée à 3 dB(A). Les autres mesures sont conformes aux valeurs limites réglementées. La proximité de la route nationale est la raison avancée par l'exploitant pour expliquer ce dépassement.		

L'inspection note cependant qu'à ce jour aucune plainte n'a été déposée à ce sujet par un tiers à ce sujet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> Compte-tenu du dépassement constaté à l'Est du site en ZER (point n° 2) l'Inspection demande à la société OLGA de faire réaliser un nouveau contrôle de la situation acoustique sous 3 mois, sans attendre la date de renouvellement périodique fixée à février 2024.

Si des non-conformités sont relevées lors de ce contrôle, le rapport établi devra comprendre l'analyse des circonstances particulières de mesurage et identifier les causes probables (sources) de ces dépassements.

Il sera transmis à l'Inspection et accompagné des mesures mises en œuvre ou prévues pour les résorber (planning à préciser).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Prévention des incendies - installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 9.3 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : 9.3 - Vérifications périodiques Les installations électriques [...] doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé par un prestataire spécialisé en novembre 2025, dans le respect de la périodicité demandée (annuelle). Le rapport établi suite à ce contrôle mettait en évidence : <ul style="list-style-type: none">- que certaines non-conformités constatées étaient récurrentes ;- que le plan des zones à risques n'a pu être communiqué au vérificateur lors de son contrôle ;- que les essais et coupures ont été partiels (sur demande de l'exploitant) et que la vérification n'a par conséquent pas été réalisée de manière exhaustive. La société OLGA tient à jour un tableau de suivi des non-conformités relevées lors de ces contrôles et des actions correctives mises en place ou prévues pour les résorber.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'Inspection demande à la société OLGA, lors de la réalisation du prochain contrôle de ses installations électriques, de mettre à la disposition du vérificateur tous les documents nécessaires à la réalisation pleine et entière de son contrôle, en particulier ceux indiquant la localisation des zones à risques au sein de l'établissement. L'exploitant indiquera également à l'Inspection comment il s'assure à l'avenir que les vérifications sont réalisées de manière exhaustive (les essais et coupures n'ont pu être que partiels lors du dernier contrôle effectué).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie - Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 10.1 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques
Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. L'exploitant dispose en particulier des moyens suivants : [...] <ul style="list-style-type: none">• un réseau d'extincteurs appropriés aux risques encourus ; [...] En outre, <ul style="list-style-type: none">• les extincteurs sont de type homologués ;• les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont adaptés et conformes aux normes en vigueur et maintenus en bon état de service et vérifiés au moins une fois par an ; [...]
Constats : Le dernier contrôle des extincteurs et des RIA a été réalisé en octobre 2025, dans le respect de la périodicité requise (annuelle). Des travaux complémentaires ont été identifiés par le prestataire dans son rapport pour mettre en conformité l'ensemble du parc des RIA. La société OLGA a transmis à l'Inspection la facture établie pour réaliser les travaux de remise en état : ces derniers sont programmés au cours du mois d'avril 2026. L'Inspection a par ailleurs contrôlé par sondage que les équipements en question disposaient bien d'un marquage de contrôle adapté lors de la visite de l'établissement, sans relever de manquement. Le personnel bénéficie d'un plan de formation comportant, pour les équipiers de 1ère intervention notamment (ensemble du personnel de l'entreprise), un exercice pratique sur feu réel utilisant extincteurs et RIA.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'Inspection demande à être informée de la réalisation des travaux de mise en conformité des RIA prévus courant avril 2026. Les justificatifs de travaux réalisés seront joints à la réponse apportée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois